



Inria PALAISEAU

BATIMENT ALAN TURING

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)


Marché de Maintenance multi-technique

N°2025-2041

Inria

Identification et validation de la ressource documentaire

Objet du marché	MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE – N°2025-2041
Objet du document	Cahiers des Clauses Administratives Particulières
Maître d'ouvrage	Inria PALAISEAU Bâtiment Alan Turing 1 rue Honoré d'Estienne d'Orves 91 120 PALAISEAU
Bureau d'étude	ISSBE 1 Ter impasse Gabrielle d'Estrées 37270 Montlouis sur Loire

Rédacteurs	Nom Coordonnées	Guillaume RIVIERE guillaume.riviere@issbe.fr 06 23 03 66 35
	VISA	

Versionning	Date	Version	Modification
	23/09/2025	V1	Version initiale
	06/10/2025	V2	Remarques Inria
	08/10/2025	V3	Remarques Inria
	15/10/2025	V4	Remarques Inria

Table des matières

IDENTIFICATION ET VALIDATION DE LA RESSOURCE DOCUMENTAIRE	2
TABLE DES MATIERES.....	3
A. DISPOSITIONS GENERALES	5
A.1. OBJET DU MARCHE	5
A.2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
A.2.1. <i>Pièces particulières du marché</i>	5
A.2.2. <i>Pièces générales</i>	5
A.3. DUREE DU MARCHE.....	6
A.4. ASSURANCES ET RESPONSABILITE	6
A.4.1. <i>Responsabilité</i>	6
A.4.2. <i>Assurances</i>	7
A.5. ASSURANCES ET RESPONSABILITE	8
B. OBLIGATIONS DE RESULTAT ET PLAN DE PROGRES.....	9
B.1. OBLIGATION DE RESULTATS.....	9
B.2. SUIVI DE LA QUALITE DES PRESTATIONS	9
B.2.1. <i>Plan d'assurance qualité</i>	9
B.2.2. <i>Contrôle par Inria</i>	10
B.2.3. <i>Autocontrôle et gestion de la qualité par le Titulaire</i>	10
B.3. PLAN DE PROGRES	10
B.3.1. <i>Esprit et finalités</i>	10
B.3.2. <i>Mise en place et exécution</i>	11
C. PRIX, FACTURATION ET PENALITES	12
C.1. REMUNERATION DU TITULAIRE.....	12
C.1.1. <i>Prix forfaitaire</i>	12
C.1.2. <i>Prestations hors forfait</i>	12
C.2. REVISION DE PRIX	12
C.3. FACTURATION ET REGLEMENT	13
C.3.1. <i>Facturation des prestations forfaitaires</i>	13
C.3.2. <i>Facturation des prestations hors forfaitaires</i>	14
C.3.3. <i>Modalités de facturation</i>	14
C.3.4. <i>Délai global de règlement</i>	15
C.4. PENALITES.....	15
D. DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
D.1. EVENEMENTS PARTICULIERS DANS LE DEROULEMENT DU MARCHE	19
D.1.1. <i>Prise en charge des installations</i>	19
D.1.2. <i>Modification des prestations</i>	19
D.1.3. <i>Modification des installations</i>	19
D.1.4. <i>Dispositions en fin de marché - Réversibilité</i>	20
D.2. RESILIATION DU MARCHE	21
D.2.1. <i>Résiliation du marché sans préavis</i>	21
D.2.2. <i>Résiliation du marché aux torts du TITULAIRE</i>	21
D.2.3. <i>Résiliation du fait de Inria</i>	21
D.3. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	21
D.4. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE.....	22
D.4.1. <i>Propriété intellectuelle</i>	22
D.4.2. <i>Confidentialité</i>	22
D.5. PUBLICITE	23
D.6. ABSENCE DE RENONCIATION	23
D.7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE	23
D.7.1. <i>Droit applicable</i>	23

<i>D.7.2.</i>	<i>Règlement amiable.....</i>	<i>23</i>
<i>D.7.3.</i>	<i>Juridiction compétente</i>	<i>24</i>

A. Dispositions générales

A.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions administratives de réalisation des prestations du marché par lequel Inria confie au TITULAIRE un ensemble de tâches relatives à un ensemble de prestations d'exploitation maintenance et d'entretien technique nécessaires au fonctionnement de l'Ensemble Immobilier «Inria – ALAN TURING » situé à Palaiseau.

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire « composite » correspondant pour partie à un marché ordinaire conclu à prix forfaitaire pour les prestations courantes et pour partie à bons de commande s'agissant des prestations hors forfait.

Les prestations peuvent être de type forfaitaire ou hors forfait.

Le montant des prestations hors forfait **ne peut excéder de plus de 40 % du montant des prestations forfaitaires.**

Les prestations, objet du présent Marché, sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le marché n'est pas alloti car la dévolution risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

A.2. Pièces constitutives du marché

A.2.1. Pièces particulières du marché

Sont applicables pour l'exécution du présent marché, par priorité décroissante, les documents suivants :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières : la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereaux des Prix Unitaires (BPU),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : liste du matériel (non exhaustif)
 - Annexe 2 : Gammes de maintenance minimum
 - Annexe 3 : Contrôle qualité
 - Annexe 4 : Ronde technique
 - Annexe 5 : Tableau récapitulatif des livrables
 - Annexe 6 : Liste des consommables à la charge du TITULAIRE
- L'offre technique du TITULAIRE et notamment son projet d'organisation,
- Les bons de commande et/ou ordres de services notifiés au titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance du marché.

A.2.2. Pièces générales

Le TITULAIRE doit respecter les dispositions suivantes :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A). Le CCAG/FCS, bien que

non fourni avec le dossier de consultation, est réputé connu et est accessible à l'adresse suivante :

- <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- Le code de la commande publique.
- les dispositions particulières du Code du Travail en matière de santé et de sécurité au travail applicables aux opérations de toutes natures effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure,
- les dispositions relatives du Code de l'Environnement.

Le présent Marché est soumis aux dispositions des lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, normes et documents techniques unifiés (DTU) en vigueur, auxquels le TITULAIRE s'engage à se référer et qu'il s'engage à respecter. Ces documents s'entendent dans leur version la plus récente, tous documents, annexes, connexes et additifs compris.

Tous les documents faisant partie du présent Marché sont considérés comme étant cohérents entre eux et complémentaires.

Le TITULAIRE déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des documents contractuels cités ci-dessus, les avoir acceptés dans leur intégralité et s'engage à les respecter et faire respecter par toute personne travaillant pour son compte.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale de toute la réglementation intéressant son activité

A.3. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à partir du 01/03/2026. Il est reconductible tacitement trois fois.

Le préavis en cas de dénonciation est fixé à deux (2) mois avant l'expiration de chaque période contractuelle et la dénonciation sera effective par établissement d'une décision de Inria.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction et ne peut se prévaloir d'aucune indemnité en cas d'absence de reconduction

Par durée du marché, on entend la période pendant laquelle peuvent être notifiés les Ordres de Service et/ou Bon de Commande quelle que soit la date d'achèvement des prestations.

En aucun cas, l'expiration du marché, telle qu'elle est prévue ci-dessus ne peut justifier soit l'annulation d'un Ordre de Service soit l'arrêt des prestations en cours. Le TITULAIRE doit assurer l'exécution complète, aux conditions du marché, de tous les Ordres de Service qui lui ont été adressés par Inria avant la date à laquelle doit cesser le marché.

A.4. Assurances et responsabilité

A.4.1. Responsabilité

Dans le cas où le TITULAIRE effectue, au titre du présent Marché et sur demande de Inria, des travaux tels que, sans que cette liste soit limitative : mise en conformité d'installations techniques, travaux de second œuvre (réfection de sols, revêtement muraux ou plafonds, etc.), celui-ci supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature dans la réalisation desquels les travaux seraient impliqués et pouvant être causés :

- à Inria,
- à des tiers,
- à lui-même ou à des personnes dont il doit répondre, y compris ses sous-traitants.

A.4.2. Assurances

a) Assurance de RC Professionnelle, Exploitation, Après Travaux et Après Livraison

Le TITULAIRE doit être en possession de contrats d'assurances de Responsabilité Civile en cours de validité, souscrit auprès de compagnie notoirement connues et solvables, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il encourt au titre du présent Marché, et prévoyant au minimum les montants de garantie suivants :

- RC Exploitation : 12 000 000 € par sinistre tous dommages confondus, dont :
 - 5 000 000 € pour les dommages corporels,
 - 5 000 000 € pour les dommages matériels,
 - 2 000 000 € pour les dommages immatériels consécutifs ou non consécutifs,
- RC Après Travaux/Livraison : 12 000 000 € par sinistre et par an tous dommages confondus, dont :
 - 5 000 000 € pour les dommages corporels,
 - 5 000 000 € pour les dommages matériels,
 - 2 000 000 € pour les dommages immatériels consécutifs ou non consécutifs,
- RC Professionnelle : 2 000 000 € par sinistre et par an, dont 1 000 000 € pour les dommages immatériels non consécutifs.

Les garanties de cette police doivent être expressément étendus aux conséquences pécuniaires des désordres ou dommages susceptibles d'être causés tant aux constructions existantes qu'aux constructions avoisinantes, y compris celles détenues par l'Inria ainsi qu'à leurs occupants.

Le contrat d'assurance du TITULAIRE doit par ailleurs prévoir que l'assureur du TITULAIRE renonce à recours contre Inria et ses éventuels assureurs, comme prévu au paragraphe A.4.1 ci-dessus.

b) Assurance de RC Décennale cas de travaux

Le présent article trouve son application dans le cas où le TITULAIRE effectue, au titre du présent Marché et sur demande de l'Inria, des travaux tels que, sans que cette liste soit limitative : mise en conformité d'installations techniques, travaux de second œuvre (réfection de sols, revêtement muraux ou plafonds, etc.).

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le TITULAIRE est tenu de satisfaire à l'obligation légale d'assurance prévue par le Code des Assurances pour les travaux de construction qui y sont soumis avec une extension de la couverture à la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements.

Pour les travaux ne relevant pas de cette obligation légale d'assurance, le TITULAIRE est tenu de souscrire une police d'assurance en répartition pour garantir, en cas de dommages affectant la solidité de l'ouvrage, les conséquences pécuniaires de la responsabilité décennale qu'il encourt en application des principes dont s'inspirent les dispositions de l'Article 1792 du Code Civil.

c) Attestations

Les attestations des polices d'assurance du TITULAIRE doivent être communiquées à Inria au plus tard dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du Marché et **avant tout début d'exécution de celui-ci** (art. 9.2. CCAG-FCS), accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du Marché. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des marchés d'assurance souscrits par le TITULAIRE.

Inria peut à tout moment se faire justifier par le TITULAIRE du paiement régulier des primes d'assurances. Le TITULAIRE doit produire à toute demande de Inria et dans les 48 heures ouvrables

une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant, les franchises et la durée des garanties, et certifiant le paiement des primes. L'existence de cette assurance ne pouvant en aucun cas être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues par le TITULAIRE au titre du Marché, notamment en cas de sous-traitance.

Le TITULAIRE doit informer Inria des modifications, suspension ou résiliation de ses marchés d'assurance dans un délai d'un (1) mois avant prise en compte par l'assureur. Les clauses d'assurances initiales et celles résultantes d'une modification de police sont soumises à Inria qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le TITULAIRE et éventuellement son assureur.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le Marché est résilié de plein droit et sans indemnité due par Inria.

A.5. Assurances et responsabilité

Le TITULAIRE doit avoir transmis à Inria, préalablement à la notification du Marché, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents suivants qui sont aussi à fournir tous les six (6) mois durant l'exécution du Marché :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales (datant de moins de 6 mois),
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou Kbis) si l'inscription est obligatoire ou un récépissé du dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises si l'inscription n'est pas obligatoire,
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2, R3243-1 et R.3243-3 du code du travail,
- la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - date d'embauche,
 - nationalité,
 - le type et le n° d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus **peuvent être** déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Inria, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com> "

En cas d'inexactitude des documents et renseignements transmis ou à défaut de transmission de ces documents, le Marché **peut être** résilié aux torts du TITULAIRE après mise en demeure restée infructueuse.

Le TITULAIRE s'engage à exiger et vérifier les attestations fiscales et sociales de toute personne travaillant pour son compte.

B. Obligations de résultat et plan de progrès

B.1. Obligation de résultats

La prise en charge des prestations définies dans le présent Marché constitue un marché avec obligation de résultats et mise en œuvre de moyens minimaux au moins équivalents à ceux qui sont définis dans le CCTP et par le TITULAIRE dans le mémoire qu'il a joint à son offre.

Le TITULAIRE accepte de prendre en charge les prestations dans les conditions et selon les obligations figurant dans l'ensemble des documents constituant le Marché.

Le TITULAIRE reconnaît en outre avoir pris connaissance des installations dans leur état, leur environnement et pour les prestations qui lui sont demandées. Il ne pourra arguer de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les bâtiments, leurs locaux ou installations pour se soustraire à son engagement.

Le TITULAIRE est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, logistiques, humains, matériels et logiciels à mettre en œuvre pour exécuter les prestations confiées et atteindre les objectifs de résultats.

Les objectifs en matière de résultats consistent à garantir :

- la sécurité des personnes et des biens,
- la continuité de fonctionnement du site et des activités qu'il héberge, dans le respect de la réglementation et des critères de confort, d'hygiène et de sécurité,
- la pérennité du patrimoine,
- le maintien et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, proche de celui des performances initiales,
- la continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement,
- le confort et la satisfaction des occupants,
- l'optimisation des consommations en énergies et fluides,
- le meilleur coût.

Le TITULAIRE recherche de façon continue l'organisation optimale des moyens et des méthodes pour assurer une qualité de service tant au niveau du fonctionnement des installations que de la satisfaction des occupants.

Le respect des objectifs se traduira par :

- une parfaite connaissance des installations et du site,
- un taux de disponibilité élevé des installations,
- l'absence de panne majeure,
- un taux de défaillance faible après réparation,
- la rapidité dans les interventions et le traitement des demandes,
- le respect des consignes de fonctionnement,
- le respect des objectifs en matière de consommation en énergies et fluides,
- un taux de satisfaction élevé des occupants,
- La réalisation des plans de progrès.

Les obligations de résultats, figurant au CCTP, précisent les objectifs recherchés par domaine.

Il appartient au TITULAIRE de compléter, si nécessaire, les moyens qu'il a définis dans son projet d'organisation pour répondre à ses obligations de résultats.

B.2. Suivi de la qualité des prestations

B.2.1. Plan d'assurance qualité

La responsabilité de la qualité des prestations incombe en premier lieu au TITULAIRE. Il lui appartient donc de mettre en place et de faire fonctionner un système d'assurance qualité propre au Marché.

Le plan d'assurance qualité propre au Marché doit mentionner les procédures d'exécution des prestations et de respect des obligations du TITULAIRE.

Le plan d'assurance qualité est défini dans l'offre du TITULAIRE, et mis en place au plus tard dans le mois suivant la prise d'effet du Marché. Il est remis à jour annuellement.

B.2.2. Contrôle par Inria

Le TITULAIRE doit se soumettre à l'organisation de suivi et de contrôle des prestations que Inria met en place. Cette organisation a pour objet de contrôler la bonne exécution des prestations contractuelles.

Dans ce cadre, la grille de contrôle qualité annexe 3 du CCTP est utilisée. Le TITULAIRE diffuse systématiquement et trimestriellement à Inria, et sans que celui-ci soit tenu de lui en faire la demande, tous les documents périodiques de suivi permettant la réalisation du contrôle qualité.

Inria peut ainsi confier des prestations de contrôle à des intervenants internes et/ou des organismes externes dans le cadre de marchés ponctuels ou permanents.

Le TITULAIRE doit se soumettre et participer activement à ces contrôles, et mettre en œuvre les mesures qui s'imposent au vu des résultats.

Les principaux objectifs du contrôle sont :

- la conformité des prestations réalisées au regard de celles prévues par le Marché,
- le contrôle de l'atteinte des objectifs définis dans le Marché,
- l'optimisation des coûts d'exploitation (forfait / hors forfait / énergies et fluides),
- la pérennité du patrimoine et/ou la cohérence de son évolution.
- L'atteinte du plan de progrès qualité

Le fait de ne pas atteindre la notation définie dans le plan de progrès qualité, paragraphe D.5.3 du CCTP, entraîne l'application automatique des pénalités défini dans le CCAP paragraphe C.4.

B.2.3. Autocontrôle et gestion de la qualité par le Titulaire

Conjointement au contrôle de Inria, le TITULAIRE met en œuvre dans le cadre de son plan d'assurance qualité, l'ensemble des autocontrôles nécessaires à la surveillance du niveau de qualité des prestations fournies par ses équipes et ses sous- traitants, lui permettant d'assurer une prestation conforme aux attentes de Inria. Le TITULAIRE utilise la grille de contrôle qualité annexe 3 du CCTP pour réaliser ses autocontrôles.

B.3. Plan de progrès

B.3.1. Esprit et finalités

Le TITULAIRE, considéré comme une véritable force de proposition, présente ses préconisations pour organiser la prestation de manière optimale en intégrant au mieux les besoins de Inria et le vécu réel du Marché sur le terrain.

C'est donc dans une démarche de partenariat que chaque paramètre de la prestation peut être analysé dans son fonctionnement et faire l'objet de propositions susceptibles d'améliorer de manière significative l'exploitation future.

Les axes principaux de la démarche de « Plan de progrès » portent sur les différents facteurs influant sur la qualité des prestations.

B.3.2. Mise en place et exécution

Les plans de progrès défini aux paragraphes D.4.3 et D.5.3 du CCTP, se traduit par un engagement du TITULAIRE dans une démarche d'amélioration continue.

Cette démarche de progrès poursuit un double objectif :

- Dès la prise d'effet du Marché, analyser toutes les éventuelles causes de dysfonctionnement afin de définir les actions correctives propres à satisfaire les besoins de Inria dans le cadre du Marché,
- En cours d'exécution du Marché, analyser le fonctionnement des prestations et les consommations d'énergie en vue de parvenir à une amélioration du rapport de la qualité de l'ensemble des prestations et à une réduction globale des consommations d'énergie.

Le TITULAIRE analyse chaque paramètre des prestations et fait des propositions susceptibles d'améliorer de manière significative l'exploitation du site.

Le rapport annuel synthétise l'ensemble de ces propositions. Chacune des propositions d'amélioration comprend :

- les objectifs,
- les éléments de mesure de ces objectifs,
- les acteurs,
- les moyens mis en œuvre,
- les délais de mise en œuvre.

C. Prix, Facturation et Pénalités

C.1. Rémunération du Titulaire

C.1.1. Prix forfaitaire

Pour chaque exercice annuel, les prestations réalisées conformément à toutes les pièces contractuelles, sont réglées par application des prix forfaitaires indiqués à l'Acte d'Engagement, éventuellement révisés.

Le montant forfaitaire annuel de l'ensemble des prestations décrites au présent marché est décomposé dans le document Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) en annexe de l'Acte d'Engagement.

Ces prix comprennent les frais correspondants à l'obligation faite au TITULAIRE de maintenir les moyens d'intervention en personnel, matériel et fournitures en vue d'assurer l'ensemble des prestations, objet du marché.

Les prix sont indiqués en valeur du mois de référence fixé au présent marché.

C.1.2. Prestations hors forfait

Le montant des prestations hors forfait **ne peut excéder de plus de 40 % du montant des prestations forfaitaires.**

Les prestations hors forfait font l'objet de bons de commande de Inria. Inria se réserve toutefois la possibilité de procéder à une mise en concurrence pour ces prestations ou de faire appel à une société autre que le TITULAIRE.

Les montants des prestations hors forfait sont calculés sur la base des Taux Horaires, des Coefficients de fourniture & sous-traitance et du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) figurant en annexe de l'Acte d'Engagement.

Le TITULAIRE doit obligatoirement fournir un devis à Inria avant réalisation d'une prestation hors forfait.

Les pièces de rechanges et produits faisant l'objet de commande hors forfait seront réglés sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur (remise déduite) affectés du coefficient contractuel d'entreprise défini au Bordereau de Prix Unitaires. Le TITULAIRE doit fournir à Inria les devis et les factures des fournisseurs et sous-traitants.

C.2. Révision de prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du Marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0})$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé, hors TVA
- P₀ = prix de base, hors TVA, prévu au Marché
- ICHT-IME = dernière valeur connue, le dernier jour du mois précédant la date de révision, de l'Indice du Coût Horaire du Travail dans les Industries Mécaniques et Electriques (source INSEE)
- ICHT-IME₀ est la valeur d'origine des indices au mois de référence

Le mois de référence est le mois dans lequel est situé le dixième jour précédant la date limite de remise des offres.

Les prix ainsi calculés sont arrondis à l'Euro inférieur.

Toutefois, les nouveaux prix ne sont applicables qu'aux bons de commandes/ordres d'exécution pour les prestations émis après leur entrée en vigueur.

Pour les bons de commande/ordres d'exécution émis par Inria avant l'entrée en vigueur des nouveaux prix révisés pour les prestations, les anciens prix demeurent applicables.

Le titulaire est tenu de communiquer les prix révisés au titre de l'année N, ainsi que leur mode de calcul (notamment la valeur des indices), dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date anniversaire pour demander la révision des prix. A défaut ou en cas de retard, les prix seront maintenus jusqu'à la prochaine date de reconduction.

Le détail des prix révisés sera adressé à saf-saclay@inria.fr

En cas de disparition de l'indice en cours d'exécution du présent marché, il sera procédé à son remplacement par application de l'indice correspondant ultérieurement paru.

En l'absence de demande de révision des prix adressée comme indiquée ci-dessus, Inria se réserve la possibilité de conserver les prix pratiqués l'année antérieure.

En cas de demande de révision des prix adressée uniquement sur une partie, Inria conservera les prix pratiqués l'année antérieure pour l'autre partie passée sous silence.

Après acceptation des nouveaux prix par Inria, le titulaire fournira une nouvelle décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et un nouveau bordereau unitaire (BPU) des prix complétés en conséquence et qui se substituera au précédent sans qu'il ne soit nécessaire de conclure un avenant.

Si la valeur finale des indices nécessaires à la révision des prix n'est pas connue aux différentes échéances, il sera alors fait application de l'article R2191-28 du CCAG.

Clause butoir :

L'évolution des prix suite à l'application de la formule de révision, ne pourra pas entraîner une augmentation annuelle de plus de 3%.

Lors de la révision de prix, Inria admettra une augmentation maximale des prix du titulaire de trois (3) % par rapport aux prix initiaux, tels qu'établis lors de la remise des offres, antérieurement à la date de notification du marché. Si les prix des prestations venaient à dépasser l'augmentation de trois (3) % fixée ci-dessus, les prix plafonnés correspondant aux prix initiaux x trois (3) % seront appliqués pour poursuivre l'exécution des prestations.

C.3. Facturation et règlement

C.3.1. Facturation des prestations forfaitaires

a) Exercice du marché

Les prestations forfaitaires sont facturées trimestriellement à terme échu.

Le montant des factures correspond à un 1/4 du montant des prestations annuelles forfaitaires, à l'exception des cas suivants :

- le montant du premier et du dernier terme est calculé selon la règle du prorata temporis ;
- la prise d'effet ou le retrait échelonné de prestations : la décomposition par section et la règle du prorata temporis sont utilisées ;
- l'application de pénalités : pour le règlement des pénalités, le TITULAIRE applique au montant hors taxes de sa facture une moins-value correspondant au montant des pénalités signifiées ;
- l'application d'avoirs.

- Les retenues de paiement prévues à l'article D.1.4

Les factures sont dématérialisées et établies en un (1) original.

b) Missions au démarrage du marché

Les prestations des missions liées au démarrage du Marché et spécifiques à la première année d'exploitation sont facturées séparément, après validation et établissement d'un PV de réception sans réserve par Inria de la réalisation de l'ensemble des tâches prévues dans le cadre de ces missions.

C.3.2. Facturation des prestations hors forfaitaires

Les prestations et fournitures hors forfait font obligatoirement l'objet d'une facturation distincte de celle relative aux prestations forfaitaires.

Les prestations et fournitures hors forfait sont réglées sur la base des prix unitaires attestés par la facture du fournisseur (remise déduite) et/ou sous-traitant, affectés du coefficient contractuel d'entreprise qui figure au BPU.

Le TITULAIRE fournit avec sa facturation, le double des factures de ses fournisseurs ou de ses sous-traitants et un double des bons de livraison ou d'intervention, ainsi que les bons de commande et PV de réception sans réserve de Inria.

Le projet de facturation, avec ses documents (ci-dessus), est envoyé à Inria et / ou l'AMO de Inria pour validation avant dépôt sur la plateforme CHORUS PRO.

C.3.3. Modalités de facturation

Les factures sont dématérialisées et établies en un (1) original.

Elles seront adressées exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Portail Pro (CPP2017) à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Chaque facture doit comporter impérativement (sous peine de rejet) les informations suivantes :

- ☞ Le numéro du marché se trouvant sur l'acte d'engagement,
- ☞ Le numéro de SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013,
- ☞ le bon de commande du prix forfaitaire ou Le n° du bon de commande pour la partie des prestations sur bons de commande.
- ☞ Le numéro d'engagement se trouvant sur le bon de commande Inria
- ☞ L'IBAN (non pas le RIB),
- ☞ Outre les mentions obligatoires des factures que vous trouverez à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31808> ,
- ☞ L'indication de la prestation exécutée et des dates d'intervention ainsi que la date d'émission de la facture.

Il est impératif de référencer chaque facture à une et une seule référence d'engagement (commande). Les factures multi-commandes sont interdites.

Le Service des Dépenses (SD) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

-Par téléphone : 01 72 92 59 19

-Par mail : sd-fournisseurs@inria.fr

-Par courrier : Inria – Service des Dépenses - Domaine de Voluceau - 78153 LE CHESNAY ROCQUENCOURT – cedex

- L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est : Monsieur le Président Directeur Général de Inria.
- Le comptable assignataire des paiements est : Madame l'Agent comptable de Inria, Domaine de Voluceau – BP 105 – 78153 Le Chesnay Rocquencourt Cedex, Tél : 01 39 63 55 55.

C.3.4. Délai global de règlement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la réception de la facture conforme.

En cas de dépassement du délai de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€. Le taux d'intérêt moratoire applicable est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne majoré de huit points.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes

C.4. Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Des pénalités sont appliquées au TITULAIRE en cas de non-respect des engagements et des obligations contractuelles. Ces pénalités sont décrites dans le tableau ci-après.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du manquement par Inria.

Toutes les pénalités définies au Marché sont cumulables entre elles. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont plafonnées, par an, à une valeur maximale de trente pour cent (30%) du montant annuel du Marché à l'exception des pénalités liées aux dispositions en fin de Marché qui peuvent se cumuler sans limitation au plafond de 30% par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Lorsque le cumul des pénalités sur l'année en cours atteint quinze pourcent (15%) du montant annuel du Marché, le TITULAIRE est convoqué afin d'étudier les modalités de poursuite éventuelle des prestations.

En cas d'atteinte du plafond des pénalités de 30%, ce qui constitue un manquement grave du TITULAIRE, Inria pourra résilier, sans préavis, le Marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur d'Inria, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être alloués.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure à laquelle seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture des fluides du fait des compagnies distributrices.

Il est expressément convenu entre les parties que les pénalités n'ont pas de caractère libératoire.

En cas de contestation des pénalités par le TITULAIRE, il lui appartient d'apporter la preuve incontestable que les causes ne lui sont pas imputables.

Le TITULAIRE s'oblige à déduire le montant des pénalités, qui lui est signifié par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur d'Inria, de la facture suivant la date d'application des pénalités.

L'application des pénalités ou la résiliation du Marché ne préjugent pas des dommages et intérêts qui

peuvent être réclamés par Inria au TITULAIRE.

Objet	Description défaillance	Seuil de déclenchement	Pénalité applicable
Pénalités relatives à la prise en charge du contrat			
Prise en charge	Inventaire/état de lieux non remis à temps	Au-delà du délai prévu au Contrat	150 €HT par jour calendaire de retard
	GMAO non fonctionnelle ou pas renseignée	Au-delà du délai prévu au Contrat	80 €HT par jour calendaire de retard
Pénalités relatives au non-respect des engagements			
Interventions programmées	Retard dans l'exécution d'une intervention programmée (préventif ou autre) par rapport au planning prévisionnel ou à une date fixée avec Inria	Retard supérieur à 2 semaines calendaires	150 €HT par jour calendaire de retard au-delà des deux semaines
Respect des délais	Dépassement des délais d'intervention ou des délais de dépannage sur les installations prioritaires définies au Contrat	Au-delà du délai prévu au Contrat, toute heure commencée est comptée pour une heure entière	100 €HT par défaillance constatée et par heure* de retard au-delà du délai prévu * les heures où l'intervention du PRESTATAIRE n'est pas exigée au Contrat ne sont pas prises en compte
	Dépassement des délais d'intervention ou des délais de dépannage sur les installations non prioritaires définies au Contrat	Au-delà du délai prévu au Contrat, toute heure commencée est comptée pour une heure entière	40 €HT par défaillance constatée et par heure* de retard au-delà du délai prévu * les heures où l'intervention du PRESTATAIRE n'est pas exigée au Contrat ne sont pas prises en compte
	Dépassement des délais de remise en état définitive sur les installations prioritaires définies au Contrat	Au-delà du délai prévu au Contrat	250 €HT par défaillance constatée et par jour calendaire de retard au-delà du délai prévu
	Dépassement des délais de remise en état définitive sur les installations non prioritaires définies au Contrat	Au-delà du délai prévu au Contrat	50 €HT par défaillance constatée et par jour calendaire de retard au-delà du délai prévu
Fréquence des pannes	Répétition des défaillances sur un même équipement ou ouvrage	A partir de la 3ème défaillance (incluse) en moins d'un mois sur un même équipement avec même conséquence sur le fonctionnement des installations	250 €HT par défaillance constatée au-delà du seuil
Exigences	Non-respect d'une exigence (obligation de résultats) fixée au Contrat sur les installations prioritaires définies au Contrat	Objectif défini au Contrat	250 €HT par défaillance constatée

	Non-respect d'une exigence (obligation de résultats) fixée au Contrat sur les installations non prioritaires définies au Contrat	Objectif défini au Contrat	100 €HT par défaillance constatée
	Non-respect d'une exigence (obligation de moyen minimum) fixée au Contrat sur les installations non prioritaires définies au Contrat	Objectif défini au Contrat	250 €HT par défaillance constatée
Contrôle qualité	Note inférieur à l'exigence du contrat	Objectif défini au Contrat	1000 € HT par défaillance
Levés des réserves des bureaux de contrôle	Retard sur le traitement des réserves bureaux de contrôle	Objectif défini au Contrat	100 €HT par défaillance constatée
Demandes d'intervention	Augmentation anormale du nombre de demandes d'intervention des occupants pour des anomalies (par lot)	Nombre de demandes d'intervention pour anomalies par section pour un mois est supérieur de plus de 50% à la moyenne des 3 derniers mois	50 €HT par défaillance constatée
Pénalités relatives à des défaillances en exploitation courante			
Réunions / Convocations	Absence du (des) représentant(s) du PRESTATAIRE à une réunion programmée ou à une convocation de Inria	Absence non signalée au moins 48 heures à l'avance	100 €HT par personne absente
Documents / Délais	Non-respect des délais de : - création, - remise, des documents ou bases de données prévus au Contrat	Au-delà des délais fixés au Contrat pour chaque type de document ou base de données	50 €HT par document et par jour calendaire de retard au-delà du délai fixé
	Non respect de l'envoi dans les délais des documents d'accréditation	Non respect du délais contractuel	300 € HT par document par personne par jour de retard
	Non tenue à jour ou non présentation (non mise à disposition) des documents ou bases de données prévus au Contrat	Par constat	50 €HT par document et par constat
Documents / Consignes / Respect	Non-respect des consignes ou des dispositions d'un document (PAQ, règlement intérieur, plan de prévention...)	Par constat	50 €HT par constat
Relations avec les autres prestataires	Non-respect de la collaboration avec les autres prestataires de Inria	Par constat (non assistance, non transmission d'information, absence à une intervention commune...)	100 €HT par défaillance constatée
Tenue vestimentaire	Non-respect de la tenue réglementaire (y compris sous-traitants)	Par constat (pas de badge, tenue négligée, absence d'EPI,...)	150 €HT par défaillance constatée
Accès au bâtiment	Perte d'un badge (visiteur) ou des clefs	Par constat	100 €HT par constat
Assurance	Non production de l'attestation d'assurance	Au-delà du délai prévu au contrat	150 €HT par jour de retard

Utilisation des équipements de Inria	Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel	Par constat	150 €HT par constat
Comportement	Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services)	Par constat	1000 €HT par constat
	Etat d'ivresse	Par constat	1000 €HT par constat
	Divulgence à un tiers des données ou documents confidentiel Inria	Par constat	5000 €HT par constat
	Introduction d'un tiers non autorisé	Par constat	1000 €HT par constat
Locaux et surfaces	Utilisation de locaux sans accord de Inria, y compris places de parkings, dégradation des locaux	Par constat	100 €HT par défaillance constatée
Pénalités relatives à des défaillances en fin de Contrat			
Documents / Données Restitution	Non restitution de documents, logiciels, bases de données renseignées en fin de Contrat	Le dernier jour du Contrat : Intégralité des documents et bases de données à jour	1/20ème du prix global et forfaitaire annuel du Contrat
Installations Restitution	Non restitution des installations en bon état de fonctionnement et d'entretien en fin de Contrat	Selon l'article « Dispositions en fin de Contrat » du présent Contrat	1/12ème du prix global et forfaitaire annuel du Contrat

D. Dispositions diverses

D.1. Evènements particuliers dans le déroulement du marché

D.1.1. Prise en charge des installations

Le TITULAIRE déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance, ainsi que des règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

A la prise en charge des installations, le TITULAIRE ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé les installations dans les domaines du réglage, des finitions ou du nettoyage pour se substituer à son obligation de résultats et au maintien en parfait état de propreté des équipements.

Un rapport de prise en charge et d'état des lieux des matériels ou équipements est établi au début de l'exécution du Marché.

Les manquements dans la documentation technique transmise par Inria sont également énumérés dans ce rapport.

Chaque remarque doit donner lieu à la description de la solution à apporter pour lever l'anomalie énoncée.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de Inria, à condition que le TITULAIRE ait, via le rapport de prise en charge prévu au Marché :

- fait connaître à Inria, par écrit, la nature des mises en conformité qui lui paraissent nécessaires,
- présenté ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées.

Passé le délai de remise du rapport de prise en charge, seules les réserves indiquées dans ce rapport sont prises en compte, excepté pour la mise en évidence ultérieure d'éventuels dysfonctionnements, seulement observables après une exploitation prolongée.

D.1.2. Modification des prestations

Pendant toute la durée du Marché, Inria se réserve la possibilité de modifier le volume des prestations suite, notamment, à une augmentation ou une diminution des surfaces ou à une variation du nombre d'occupants d'un des bâtiments.

Cette modification du périmètre intervient sous forme d'avenant au Marché dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

D.1.3. Modification des installations

Inria se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix. Il en avertit le TITULAIRE au moins quinze (15) jours à l'avance. Durant ce temps, le TITULAIRE peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations. Il prend en charge les installations dès leur réception à laquelle il doit participer.

Un avenant au Marché peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées (en plus ou en moins) dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Un désaccord irréductible, est entendu comme irréductible un désaccord majeur sans possibilités d'entente dans un délais de 3 mois, notifié par lettre recommandée ou via le profil acheteur d'Inria entraîne la remise en cause du Marché et, éventuellement, sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

Le TITULAIRE ne peut effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit de Inria.

D.1.4. Dispositions en fin de marché - Réversibilité

En fin d'exécution du Marché, quelle qu'en soit la cause (expiration normale ou résiliation anticipée) ou la Partie qui en a pris l'initiative, le TITULAIRE s'engage à :

- laisser les équipements, les locaux, les matériels en état normal d'entretien et de fonctionnement,
- restituer la documentation technique, plans et schémas transmis lors de la mise en place ou en cours d'exécution du Marché et ceux mis à jour suite aux modifications des installations réalisées par le TITULAIRE,
- fournir tous les documents et fichiers d'exploitation, données et tous historiques enregistrés et conservés dans le cadre des prestations, ainsi que les données relatives à la gestion des demandes d'interventions (historique des réclamations), établis par le TITULAIRE en cours de Marché. Les fichiers seront au format WORD, EXCEL, ACCESS et seront stockés sur clef USB. Un recensement de l'ensemble des documents papiers et informatiques sera établi,
- restituer les moyens et les fournitures mis à sa disposition par Inria,
- restituer le stock de pièces détachées appartenant à Inria, validé par un dernier inventaire exhaustif,
- fournir la liste de ses marchés de sous-traitance.

Dans le cas où le TITULAIRE ne remet/restitue pas les documents précités à Inria deux (2) mois avant l'expiration du Marché, Inria procède à une retenue de paiement. Les retenues sont opérées sur le décompte trimestriel du Marché.

Dès constatation, le relevé de ces retenues est adressé au TITULAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur de Inria. Elles sont levées lors de la restitution des documents concernés. Dans le cas contraire, ces retenues se transforment en pénalités à la date d'expiration du Marché pour non remise de la documentation. Ces pénalités sont à prendre en compte par le TITULAIRE dans sa facturation au plus tard avec la dernière échéance.

Deux (2) mois avant l'expiration du Marché, un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien est établi entre le TITULAIRE et Inria ou son représentant avec la présence éventuelle du nouveau Titulaire désigné. En cas de contestation, un organisme de contrôle agréé désigné par Inria, précise, s'il y a lieu, la nature et l'importance des réparations à faire aux installations pour les rendre aptes à l'exploitation dans des conditions normales.

Chacune des Parties s'engage à accepter les conclusions de l'organisme de contrôle agréé, lesquelles doivent être déposées dans un délai d'un (1) mois.

Le TITULAIRE est mis en demeure par lettre recommandée d'exécuter immédiatement les travaux de remise en état stipulés dans ce procès-verbal.

Le TITULAIRE dispose d'un délai d'un (1) mois pour réaliser les travaux nécessaires à la levée des non-conformités indiquées au sein de ce procès-verbal. Au-delà de ce délai, Inria a la liberté de recourir à d'autres Titulaires, le montant des prestations de remise en état étant facturé au TITULAIRE.

Le paiement de la dernière échéance du Marché est différé jusqu'à la réalisation des travaux de maintenance et de remise en état incombant au TITULAIRE.

Il peut être demandé au TITULAIRE d'assurer une période de recouvrement d'au moins quinze (15) jours ouvrés avec le nouveau Titulaire, période durant laquelle le nouveau Titulaire a accès aux installations.

Pendant cette période, il est précisé que le nouveau Titulaire n'a aucunement la possibilité d'intervenir sur les installations qui restent sous la responsabilité du TITULAIRE du présent Marché.

Durant cette période de recouvrement, le TITULAIRE doit, sans que cette liste soit exhaustive :

- communiquer tous les plans, documents et instructions reçues, au nouveau Titulaire,
- autoriser au personnel du nouveau Titulaire d'accéder aux installations et locaux,
- former le personnel du nouveau Titulaire à la conduite et aux réglages des installations, y compris la GTB...,

- présenter et identifier auprès du personnel du nouveau Titulaire la totalité des installations techniques, réseaux...

Dans le cas de la résiliation du présent Marché, le TITULAIRE s'engage à avoir une réversibilité globale et totale du processus afin de permettre à Inria de reprendre l'exploitation du site par ses propres moyens ou par un autre Titulaire.

D.2. Résiliation du marché

En complément du chapitre 7 du CCAG-FCS, les points suivants sont exposés.

D.2.1. Résiliation du marché sans préavis

Inria a la faculté de résilier le Marché, immédiatement et de plein droit :

- en cas de recours à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de Inria,
- en cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance,
- en cas de non respect des dispositions prévues à l'article L 1262-3 du Code du Travail,
- en cas de faute grave, notamment lorsque le TITULAIRE est responsable d'un accident matériel ou corporel grave.

D.2.2. Résiliation du marché aux torts du TITULAIRE

Le Marché peut être résilié avant sa date d'échéance par Inria, aux torts du TITULAIRE et sans indemnité, après l'avoir signifiée au TITULAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois (3) mois, dans les cas suivants :

- montant total des pénalités dépassant le seuil de trente pourcent (30%) du montant annuel forfaitaire du Marché,
- prestations jugées insuffisantes ou non respect des obligations contractuelles, autres que celles définies ci-avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet.

A l'issue du préavis la résiliation intervient immédiatement et de plein droit.

D.2.3. Résiliation du fait de Inria

Inria peut à tout moment mettre fin à l'exécution du Marché dans les cas généraux suivants :

- expiration du bail, signé par Inria, pour l'occupation du site, objet du Marché,
- si par suite de cas de force majeure, il devient impossible de poursuivre l'exécution du Marché.

Inria et le TITULAIRE arrêtent alors, d'un commun accord, toutes les mesures à prendre en considération de la situation ainsi créée.

Le paiement est effectué au prorata temporis depuis le dernier règlement forfaitaire déduction faite des éventuelles pénalités.

En cas de résiliation du présent Marché, il n'est dû aucune indemnité par Inria au TITULAIRE.

D.3. Protection de l'environnement

Le TITULAIRE doit assurer la protection de l'environnement vis-à-vis des nuisances et pollution apportées par ses prestations ou ceux de ses cotraitants, sous-traitants, fournisseurs et prestataires. Le TITULAIRE doit soumettre à Inria les dispositions de protection de l'environnement mises en place pour ses prestations (notamment pour la gestion des déchets) auxquelles sont associées

les mesures de contrôle qui s'y rapportent. L'ensemble des mesures demandées au titre de la protection de l'environnement, à l'exception de celles qui incombent à Inria, est à la charge et aux frais du TITULAIRE et le coût en est inclus dans ses prix forfaitaires.

Les démarches et demandes d'autorisation nécessaires, l'acquittement des charges, taxes, impôts, redevances, abonnements et indemnités diverses associées, sont également à la charge du TITULAIRE.

D.4. Propriété intellectuelle et confidentialité

D.4.1. Propriété intellectuelle

Les plans, documents techniques, schémas, etc., associés aux locaux et installations sont et demeurent la propriété de Inria et ne sont utilisés par le TITULAIRE qu'à seule fin d'exécution du présent Marché. Toute mention complémentaire apportée par le TITULAIRE à cette documentation est la propriété exclusive de Inria.

Cette documentation, mise à disposition à l'occasion du Marché, est soumise à une diffusion contrôlée. Le TITULAIRE ne peut l'utiliser que dans le cadre du Marché et ne peut la communiquer à des tiers sans l'accord écrit et préalable de Inria.

Le TITULAIRE se porte garant du respect par ses intervenants (salariés, sous-traitants, fournisseurs, sans que cette liste soit exhaustive) de la confidentialité des informations dont ils auraient pu avoir connaissance au cours du Marché, ou après son expiration et pour quelque cause que ce soit.

D.4.2. Confidentialité

Sont réputées « Informations Confidentielles », sans qu'aucun marquage soit nécessaire, toutes les informations quelle qu'en soit la nature, la forme ou le support, auxquelles le TITULAIRE a accès lors de la réalisation de ses prestations, et notamment sans que cette liste soit limitative, tous moyens mis à la disposition du TITULAIRE (clés, badges, plans du site...), toute donnée technique industrielle, financière et commerciale, spécification, cahier des charges, ou toute information et documents relatifs aux activités de Inria, sa stratégie, ses travaux de recherche et développement.

Le TITULAIRE s'engage :

- à ne communiquer les « Informations Confidentielles » reçues de Inria qu'à ses seuls employés ayant à les connaître,
- à ne pas divulguer, publier ou transmettre à des tiers les « Informations Confidentielles » reçues de Inria, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable écrit de Inria,
- à informer Inria dans les meilleurs délais, de toute perte d'« Information Confidentielle »,
- à n'utiliser les « Informations Confidentielles » que pour l'exécution de ses prestations.

Le TITULAIRE s'engage à retourner à Inria ou à détruire toutes les « Informations Confidentielles », et toutes copies qu'il aurait pu en faire, et de le certifier par écrit à l'adresse mail saf-saclay@inria.fr, dans un délai de trente (30) jours à compter de l'échéance de son Marché ou sur demande de Inria.

En tout état de cause, le TITULAIRE s'interdit de sortir du site de Inria, tout logiciel ou éléments de code source ou code objet sans l'autorisation préalable écrite de Inria.

Le TITULAIRE s'engage à faire part du caractère confidentiel de ces informations à son personnel et à ses sous-traitants.

La violation des présentes dispositions par le TITULAIRE ou un membre de son personnel ou de ses sous-traitants dont il assume la responsabilité, est sanctionnée par l'application, à titre forfaitaire, d'une indemnité égale à dix pour cent (10%) du montant annuel forfaitaire du Marché. En cas de

contestation, il suffit d'une simple ordonnance en référé pour l'y contraindre, ceci sans préjudice de tous recours pour le dommage réellement subi.

Les stipulations du présent article sont valables pendant toute la durée du Marché ainsi que durant les trois (3) années qui suivent son expiration.

D.5. Publicité

Pour les besoins stricts de ses références, le TITULAIRE doit obtenir l'accord préalable de Inria avant de faire état du présent Marché, d'opérer des prises de vue du site ou de procéder à des visites du site.

Pour toute information relative au site ou au présent Marché, le TITULAIRE doit présenter le projet de publication et obtenir l'accord écrit et préalable de Inria. Cette autorisation ne délie en aucune façon le TITULAIRE de son obligation de confidentialité.

Le TITULAIRE s'engage à ne faire paraître aucun article ou publicité :

- ayant trait aux prestations exécutées au titre du Marché,
- impliquant le nom de Inria ou des occupants du site faisant l'objet du présent Marché, de façon explicite ou non.

D.6. Absence de renonciation

Le fait qu'une Partie n'exige pas l'exécution d'une condition du présent Marché ou renonce à exercer un droit ou un privilège contractuel n'est pas réputé constituer une renonciation définitive à cette condition ou à l'exercice de ce droit ou de ce privilège ou toute autre disposition en relation avec ces derniers.

D.7. Droit applicable et juridiction compétente

D.7.1. Droit applicable

Le présent Marché est régi et interprété conformément au droit français.

D.7.2. Règlement amiable

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution et la résiliation du présent Marché (ou de l'une quelconque de ses clauses) qui pourraient surgir entre les Parties.

Comme indiqué dans le CCAG-FCS art. 46.2. "Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. "

Si le litige n'était pas réglé dans les deux (2) mois où il est porté par une Partie à la connaissance de l'autre, les Parties ont la possibilité de désigner un expert amiable d'un commun accord dans un délai de six (6) semaines à compter du constat de désaccord qui est notifié entre les Parties par la Partie la plus diligente.

L'expert propose une solution au litige. A défaut d'accord intervenu entre les Parties sur cette solution, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la communication du rapport de l'expert aux Parties, celles-ci peuvent saisir les tribunaux.

A défaut de saisine des tribunaux dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de la communication du rapport de l'expert aux Parties, la proposition de l'expert devient exécutoire.

Les coûts engendrés par la nomination de l'expert et par ses travaux sont pris en charge à part égale par chacune des Parties.

D.7.3. Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation et les suites du présent Marché, est porté devant le Tribunal administratif de Versailles, même en cas de référé, de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.